

*Initiatives ministérielles*

immigrants qui ont les moyens financiers et les études qui leur permettront de contribuer davantage au développement de notre pays.

Il faut penser aussi que la réunification des familles au Canada signifie souvent la séparation de ces mêmes familles dans leur pays d'origine. Madame la Présidente, je suis sûr que vous-même et tous les députés connaissent déjà le rapport de Statistique Canada intitulé *Évolution de la population immigrante au Canada*. Le rapport compare les immigrants aux Canadiens d'origine, à différents égards. On y apprend qu'un plus grand pourcentage d'immigrants, soit 19 p. 100 contre 13 p. 100 des Canadiens d'origine, ont moins de neuf ans de scolarité.

Avec l'évolution de l'économie canadienne, qui exige maintenant une plus grande scolarité de la part des travailleurs, le gouvernement doit chercher davantage à accepter des immigrants qui peuvent trouver du travail et être compétitifs sur nos marchés.

Ceux qui préconisent une immigration totalement ouverte seront probablement contre une telle politique. Ils diront que de resserrer les restrictions sur le parrainage des familles est indûment cruel et insensible. Je suis sûr qu'ils diront aussi que de choisir les immigrants en fonction de la contribution économique qu'ils peuvent faire serait grossièrement matérialiste et cupide.

Je leur répondrai qu'ils n'ont pas conscience de la situation économique actuelle. Le Canada a besoin de travailleurs qualifiés s'il veut demeurer compétitif. De la même façon, ce dont il n'a surtout pas besoin, c'est d'alourdir encore les filets de sécurité sociale, qui sont déjà sur le point de craquer.

Les Canadiens de vieille souche disent depuis longtemps au Parti réformiste qu'ils aimeraient qu'on prenne davantage soin d'accepter des immigrants ayant des études et certaines compétences professionnelles, et qu'on accepte moins de ces immigrants qui n'ont pas grand-chose à offrir. Si le ministre veut redorer le blason du système d'immigration auprès des Canadiens, il aiderait beaucoup sa cause en respectant leurs désirs là-dessus.

Finalement, je crois qu'en réduisant les niveaux actuels d'immigration, on aiderait beaucoup à redorer le blason de la politique et du système d'immigration auprès des Canadiens.

Avant de présenter mes arguments en faveur d'une réduction des niveaux d'immigration, je dois signaler que le Parti réformiste a depuis un bon moment adopté une politique de réduction des niveaux d'immigration, par rapport aux niveaux actuels. La politique de notre parti, définie en fonction des désirs de nos membres, établit que les niveaux d'immigration actuels devraient être ramenés à environ 150 000 personnes par année.

Les gens d'en face essaient de nous traiter d'anti-immigrants, alors que nous sommes réellement pro-immigrants. Nous trouvons simplement que les niveaux d'immigration actuels sont élevés et qu'ils ne sont pas fondés sur une politique visant à procurer des avantages sociaux ou économiques pour le Canada.

Il est clair qu'une majorité de Canadiens souhaitent la réduction des niveaux d'immigration au Canada.

En mars, un sondage commandé par le gouvernement fédéral a révélé que pour la première fois une nette majorité de Canadiens, selon le chroniqueur Michael Valpy du *Globe and Mail*, considéreraient les niveaux d'immigration trop élevés. Comme ce même chroniqueur le fait remarquer, d'autres études ont montré que la décision d'établir ces hauts niveaux était fondée sur les attentes de plus en plus irréalistes des immigrants.

Il est très évident que la majorité des Canadiens veulent que les niveaux d'immigration descendent. En refusant d'abaisser le niveau actuel de 250 000 immigrants par année, le gouvernement fédéral et son ministre de l'Immigration vont très clairement à l'encontre de la volonté des Canadiens.

Au Parti réformiste, nous sommes vraiment à l'écoute de nos électeurs et c'est pour cela que nous sommes devenus le premier parti à la Chambre à poursuivre une politique préconisant des niveaux d'immigration plus bas. À mon avis, le gouvernement commence à voir la sagesse de notre démarche. Je souhaite sincèrement que le gouvernement libéral et son ministre de l'Immigration ne tarderont pas à modifier leur politique.

• (1340)

Les conseillers principaux du ministère de l'Immigration ont récemment recommandé que les niveaux d'immigration soient réduits de 20 p. 100 pour passer à 200 000. Cette recommandation figure dans un rapport confidentiel de 18 pages rédigé à l'intention du ministre de l'Immigration. Ce rapport fait état de consultations qui ont révélé que les Canadiens ont l'impression que le désordre règne dans le programme d'immigration et qu'il faudrait mieux sélectionner les immigrants. Maintenant que le ministre a terminé son étude financée par les deniers publics sur l'immigration, j'espère qu'il va prendre des mesures en se fondant sur les acquis de cette étude.

Le ministre et le Parti libéral souffrent d'un handicap particulier à cet égard. Contrairement au Parti réformiste, ils ne croient pas devoir agir selon les intérêts et les opinions de leurs électeurs ou, dans certains cas, les défendre. Le Parti réformiste jouit d'un avantage particulier à cet égard. Nous croyons fermement que nous devons être à l'écoute de nos électeurs et que nous devons nous prononcer en leur faveur, peu importe nos opinions personnelles. C'est pour cette raison que, pendant que le caucus libéral se réunissait pour discuter de la façon dont les Canadiens voudraient être dirigés, le Parti réformiste posait la question directement aux Canadiens. Dès le départ, le Parti réformiste a donc su très clairement quelles mesures les Canadiens souhaitaient.

Je ne comprends pas pourquoi le ministre de l'Immigration et le gouvernement libéral restent de façon tellement irrationnelle engagés à maintenir des niveaux d'immigration élevés. Le Canada demeure le pays industrialisé ayant le plus haut taux d'immigration. Il s'ensuit qu'il affiche le plus haut taux de croissance démographique parmi les pays occidentaux et ceux de l'ancien bloc soviétique, à savoir 1,4 p. 100 par année. C'est là un taux de croissance plus élevé que celui de l'Argentine, de la Chine, de la Thaïlande, de la Corée, du Sri Lanka et de l'Uruguay. Cette